

— Although it is possible that some good came out of the changes forced upon universities in the late 1960s, the abandonment of almost all structure in the curriculum was no advance. That has now been recognized in the United States where the National Endowment for the Humanities report we mentioned earlier points the way to a return to liberal arts as the core of higher education. We should point out that "return" for the National Endowment is not a dirty word as it is for many educators in Canada. They recognize that it is possible that a return to, or a restoration of, standards and values once held dear is not necessarily a retrogressive move. It can also be progressive. We quote once again from *To Reclaim a Legacy*:

The solution is not to return to an earlier time because higher education serves far more people and many more purposes that it did a century ago. Our eagerness to assert the virtues of pluralism *however* should not allow us to sacrifice the principle that formerly lent substance and continuity to the curriculum, namely that each college and university should accept its vital role as conveyor of the accumulated wisdom of our civilization.

Are Canadian universities concerned about the state of their curricula? Perhaps, but there is no real sign. Although numerous business leaders have complained about the poor state of training of many of the graduates they have been hiring, there is no wave of self-examination going on at present in this country. The sixty four pages of the Bovey Commission report on Ontario universities contain nary a word about curriculum. It is clear to us that Canadian universities will not on their own move in this direction because there are too many special interests to protect and too many sacred cows that will have to be slaughtered. But it surely must be done, and soon, or we will once again be left in the dust of our American colleagues and competitors. We would suggest that the sort of national study of university curricula that is required, and which the National Endowment for the Humanities carried out in the United States, cannot be undertaken by government granting agencies such as the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada. It ought to be carried out by a joint commission of the Social Science Federation of Canada and the Canadian Federation for the Humanities. And if they won't do it, the Senate of Canada would be an appropriate body for such a vital study.

In these hearings you will, without question, hear many educators telling you that the only thing that is really wrong

chefs de file dans les milieux d'affaires canadiens et américains ont fait la même constatation: les diplômés qu'ils engagent connaissent bien leur technique, mais ils sont incapables de penser.

Il est possible que les changements qui ont été imposés aux universités vers la fin des années 60 aient de bons résultats, mais on ne peut pas dire que le rejet de presque toute forme de structure dans les programmes a eu des effets positifs. C'est la conclusion à laquelle on en est venu aux États-Unis, où le rapport du National Endowment for the Humanities que nous avons mentionné plus tôt signale que le salut de l'enseignement supérieur réside dans le retour aux arts libéraux. Mentionnons que pour le National Endowment, l'idée d'un «retour» n'est pas aussi rejetable qu'elle ne l'est pour bien des éducateurs canadiens. Pour ce groupe, un retour aux normes et aux valeurs qui nous étaient chères autrefois n'est pas nécessairement synonyme de régression. Ce pourrait être une évolution positive. Pour l'illustrer, nous avons jugé bon de vous citer un extrait du rapport intitulé «To Reclaim a Legacy»:

La solution n'est pas de revenir en arrière car aujourd'hui, l'enseignement supérieur s'adresse à une clientèle bien plus large et il rend bien plus de services qu'il ne le faisait au siècle dernier. Notre empressement à chanter les vertus du pluralisme ne devrait *toutefois* pas nous permettre de rejeter le principe qui autrefois donnait de la substance et de la continuité aux programmes d'étude, à savoir le devoir que s'imposait chaque collège et chaque université de considérer que son principal rôle consiste à transmettre les multiples leçons de sagesse accumulées au cours de l'histoire.

Les universités canadiennes s'interrogent-elles sur les programmes qu'elles offrent? Peut-être, mais aucun indice ne nous permet vraiment de l'affirmer. Bien que de nombreux chefs d'entreprise se soient plaints de la piètre formation de bien des diplômés qu'ils ont embauchés, on ne semble pas déceler cette volonté de remise en question dans notre pays actuellement. Les soixante-quatre pages du rapport de la Commission Bovey sur les universités ontariennes ne font absolument pas mention des programmes. Il nous semble évident que les universités canadiennes ne prendront pas ce genre d'initiative si on ne la leur impose pas, car elles ont trop d'intérêts particuliers à protéger et elles ne peuvent se résigner à sacrifier leurs droits sacrés. Mais elles devront sans doute s'attaquer à cette tâche, et bientôt, si elles ne veulent pas, une fois de plus, se faire dépasser par leurs collègues et concurrentes américaines. A notre avis, une étude nationale, portant entre autres sur les programmes de cours universitaires, du genre de celle qui a été menée par National Endowment for the Humanities aux États-Unis, ne saurait être entreprise par des organismes de subvention du gouvernement comme le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Cette étude devrait être entreprise pas une commission mixte regroupant la Fédération des sciences sociales du Canada et la Fédération canadienne des études humaines. Si ces organismes refusent, il serait souhaitable que le Sénat du Canada s'en charge, car elle est essentielle.

Au cours de ces audiences, vous entendrez sans doute bien des éducateurs vous dire que le seul vrai problème de